

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/ADP/W/369**

**G/SCM/W/379**

23 avril 1996

(96-1521)

**Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: espagnol

## QUESTIONS DU VENEZUELA CONCERNANT LA NOTIFICATION DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEE PAR L'AFRIQUE DU SUD<sup>1</sup> AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente du Venezuela a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 16 avril 1996.

### Questions du Venezuela concernant la législation sud-africaine relative aux mesures antidumping et compensatoires

Le Venezuela souhaiterait poser les questions suivantes au sujet de la législation relative aux mesures antidumping et compensatoires notifiée par l'Afrique du Sud dans le document G/ADP/N/1/ZAF/1-G/SCM/N/1/ZAF/1 du 8 décembre 1995:

#### 1. QUESTIONS GENERALES

- a) La délégation sud-africaine pourrait-elle préciser si l' Accord de Marrakech, ainsi que les accords qui y sont annexés, notamment l' Accord antidumping de l' Organisation mondiale du commerce (Accord ADP) et l' Accord sur les subventions et les mesures compensatoires de l' Organisation mondiale du commerce (Accord SMC) font partie de la législation interne de l' Afrique du Sud?
- b) Quel est le degré hiérarchique des Accords ADP et SMC à l' intérieur de la législation interne de l' Afrique du Sud, en particulier par rapport aux textes concernant les mesures antidumping et compensatoires qui ont été promulgués préalablement à ces accords, comme à ceux qui pourraient l' être ultérieurement?
- c) Comment les Accords ADP et SMC sont-ils appliqués et incorporés dans la législation interne de l' Afrique du Sud?
- d) Est-il prévu d' adopter de nouveaux textes législatifs internes relatifs aux mesures antidumping et compensatoires pour mettre en oeuvre les Accords ADP et SMC? Dans l' affirmative, quel sera le degré hiérarchique de ces textes par rapport aux Accords ADP et SMC et aux autres textes qui existent déjà dans ce domaine?

---

<sup>1</sup>G/ADP/N/1/ZAF/1-G/SCM/N/1/ZAF/1.

2. ELEMENTS DE FOND DE LA LEGISLATION RELATIVE AUX MESURES ANTIDUMPING ET COMPENSATOIRES NOTIFIEE PAR L'AFRIQUE DU SUD

2.1 Existence d'un dommage ou menace de dommage

a) Observations

La législation sud-africaine n'indique pas qu'il faut procéder à un examen pour tenir compte de l'importance du volume des importations aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage, comme le prévoient les articles 3 de l'Accord ADP et 15 de l'Accord SMC.

Questions

La délégation sud-africaine pourrait-elle préciser si les autorités chargées des enquêtes en matière de dumping et de subventionnement examinent le volume et l'importance des importations faisant l'objet d'un dumping ou d'un subventionnement aux fins de la détermination de l'existence d'un préjudice? Pourrait-elle confirmer que cet examen est régi par les dispositions des Accords ADP et SMC?

b) Observations

La législation sud-africaine relative aux mesures antidumping et compensatoires n'indique pas les éléments qui doivent être examinés afin de déterminer l'existence d'une menace de dommage pour la production nationale.

Question

La délégation sud-africaine pourrait-elle préciser si les autorités compétentes tiennent compte, afin de déterminer l'existence d'une menace de dommage pour la production nationale, des éléments cités aux articles 3.7 de l'Accord antidumping et 15.7 de l'Accord SMC?

2.2 Détermination de la valeur normale

a) Observations

Conformément à l'article 16 de la législation antidumping sud-africaine, faute d'un prix répondant à la définition du paragraphe a), il est possible de prendre comme valeur normale "le prix comparable le plus élevé" auquel des marchandises similaires sont exportées vers un pays tiers au cours d'opérations commerciales normales.

Question

Comment les dispositions de l'alinéa a) de l'article 16 de la législation antidumping sud-africaine sont-elles compatibles avec celles de l'article 2.2 de l'Accord ADP?

2.3 Détermination de la subvention

a) Observations

La législation sud-africaine en matière de mesures compensatoires (article premier de la Loi sur le Conseil des droits de douane et du commerce et article 17 du Guide) ne semble pas établir de critères de spécificité du type de ceux qui sont prévus à l'article 2 de l'Accord SMC.

Question

Les critères de spécificité établis à l'article 2 de l'Accord SMC existent-ils ou les autorités sud-africaines en tiennent-elles compte pour déterminer l'existence de subventions?

2.4 Degré de soutien ou d'opposition à la demande d'enquêtea) Observations

Les articles 18 et 19 de la législation sud-africaine relative aux mesures antidumping et compensatoires ne contiennent aucune disposition concernant le degré de soutien ou d'opposition à la demande d'ouverture d'une enquête ou les pourcentages dont il est question aux articles 5.4 de l'Accord ADP et 11.4 de l'Accord SMC.

Questions

Les autorités sud-africaines tiennent-elles compte du degré de soutien ou d'opposition exprimé par les producteurs nationaux pour ouvrir une enquête? Tiennent-elles compte des pourcentages fixés (50 et 25 pour cent) afin de déterminer si le requérant représente la branche de production nationale de marchandises similaires?

2.5 Mesures provisoiresa) Observations

La législation sud-africaine relative aux mesures antidumping et compensatoires ne contient aucune disposition concernant le délai minimal qui doit s'écouler entre l'ouverture de l'enquête et l'imposition de mesures provisoires.

Question

Le délai de 60 jours établi aux articles 7.3 de l'Accord ADP et 17.3 de l'Accord SMC pour l'imposition de mesures provisoires existe-t-il ou les autorités sud-africaines en tiennent-elles compte?

2.6 Critères de *minimis* et importance des importationsa) Observations

La législation sud-africaine relative aux mesures antidumping et compensatoires ne contient aucune disposition concernant la marge de dumping ou le montant de la subvention *de minimis* ou le volume des importations négligeable.

Questions

Les autorités sud-africaines tiennent-elles compte de la marge de dumping ou du montant de la subvention *de minimis* ou de l'importance du volume des importations lors de leurs enquêtes? La délégation sud-africaine pourrait-elle préciser s'il est tenu compte des critères *de minimis* ou des critères relatifs à l'importance des importations prévus aux articles 5.8 de l'Accord ADP et 11.9 de l'Accord SMC?